

L'opposition politique en

(8^e partie)

D- LA MOUVANCE HÉTÉRODOXE

On l'a vu, précédemment : le 5 octobre 1988, date majeure dans le processus d'effritement de l'unité de pensée et d'action qui fit la force du régime algérien, depuis son avènement violent, en 1962, a relancé, avec fracas, le débat – vieux, alors, de plus de deux décennies – sur la légitimité du FLN et sur sa capacité matérielle et morale à diriger l'Etat.

Ses fondateurs historiques, passés à l'opposition, lui avaient, bien avant la survenue de ces événements, dénié toute représentativité et toute

et réalités». La règle – immuable, pendant plusieurs décennies et dont on peut même faire remonter l'usage à l'époque du Mouvement national – a perdu de l'acuité de son mode opératoire expéditif à partir de l'accession du président Chadli Bendjedid à la magistrature suprême. Sa prise de distance avec les services de renseignements, la «libération» des sépultures séquestrées des colonels Amirouche et Si El-Haouès, et l'élargissement de l'ex-président Ahmed Ben Bella maintenu, treize années, au secret, lui furent reconnus comme des gestes

de le démettre, le 9 septembre 1989, de ses fonctions de chef du gouvernement.

Derrière le côté procédurier de sa protestation contre un décret jugé «anticonstitutionnel», il entendait, sûrement, montrer aussi sa déception face à l'ingratitude dont il fut payé, en retour, par l'homme qu'il avait placé, en 1979, en pole position, dans les starting-blocks de la course à la succession de son protecteur et père spirituel, le défunt président Houari Boumediène. Quant au fond de l'acte, en lui-même, il serait trop naïf de le réduire à une simple forfanterie par laquelle un haut responsable, éconduit, ripostait à sa mise à l'écart par ses adversaires.

Youri Andropov, le chef de l'ex-KGB et bref successeur de Tchernenko s'était, également, reconverti dans la politique en prenant la tête du PCUS et de l'Etat – dans une posture différente de celle de Kasdi Merbah – en répondant à l'appel des derniers apparatchiks de l'URSS pour sauver le pays et l'empire d'un effondrement imminent ; avec la volonté de les réformer, selon un mode d'emploi interne, librement convenu, et non en appliquant une feuille de route dictée par les puissances occidentales, ainsi que l'avenir immédiat le confirmera avec la perestroïka et la glasnost de Mikhaïl Gorbatchev.

Kasdi Merbah, directement interpellé par la crise algérienne des années 90 dont il connaissait, sans doute, les dessous secrets, avait été tenté de jouer – à un autre niveau et sous une casquette civile moins redoutée – un rôle similaire : préserver le pays de la guerre civile et, par là même, sauver son propre bilan et celui de l'ancien système des verdicts de l'Histoire.

Ce rôle qui lui tissait une aura de sage réconciliateur et le prédestinait, dans les calculs probables de ce qui lui restait comme compagnons, à un rebond politique dont on ignorait les partenaires, l'agenda et le sens caché, n'avait pas de quoi rassurer les messianiques, ses anciens alliés, qui avaient été trop loin dans la voie de l'éradication pour accepter de faire volte-face. La menace qui pesait sur leur tête et sur l'avenir de leur stratégie n'était donc pas – selon eux – virtuelle, corroborée par le discours et les positions du Majd, l'un des rares partis à ne s'être pas associé au concert anti-islamiste des partis éradicateurs.

La mort brutale – le 21 août 1993 – de l'ancien compagnon de Abdelhafid Boussouf, négociateur d'Evian, directeur de la sécurité militaire, secrétaire général du ministère de la Défense, ministre de l'Industrie lourde, de l'Agriculture et chef du gouvernement qui avait fait le pari de l'impossible en emportant avec lui les

Par Badr'Eddine Mili



de la réflexion intellectuelle que dans celles de l'action partisane. Il avait raconté à l'auteur de ces lignes comment il reçut, en 1981, au siège de la représentation de l'Algérie aux Nations unies, à New York, le président de la République islamique d'Iran, Mohammad Ali Radjai, alors interdit d'entrer aux USA, en raison de la crise des otages américains retenus à Téhéran par les Pasdarans.

En charge des intérêts iraniens aux Etats-Unis, l'ambassadeur d'Algérie à Washington qu'il était, invita le président iranien à consulter le dossier qu'il lui avait préparé sur l'état d'avancement des négociations placées sous les bons offices de l'Algérie.

A sa surprise, celui-ci mit, de côté, le document et lui demanda de lui raconter, d'abord, la Révolution algérienne et les négociations d'Evian, ce qu'il fit toute la soirée.

Tout le talent de Rédha Malek était là. Il était dans sa propension naturelle à être le narrateur prolixe des événements dont il fut l'acteur direct ; la mémoire qui retenait le moindre détail, d'apparence mineure, mais qui avait son importance dans le récit global comme par exemple celui qu'il avait plaisir à évoquer, souvent, ce fameux stylo que Krim Belkacem sortait, chaque jour, «de la poche de son costume bleu à fines rayures claires» dans la voiture qui les amenait, tous les deux, au bâtiment abritant les négociations à Evian. «Vois-tu, Rédha, lui disait Krim, c'est avec ce stylo que je signerai les accords de cessez-le feu avec le gouvernement français».

Kasdi Merbah, directement interpellé par la crise algérienne des années 1990 dont il connaissait, sans doute, les dessous secrets, avait été tenté de jouer – à un autre niveau et sous une casquette civile moins redoutée – un rôle similaire : préserver le pays de la guerre civile et, par là même, sauver son propre bilan et celui de l'ancien système des verdicts de l'Histoire.

secrets de la Révolution et de la République, stupéfia les Algériens. Le parti Majd ne lui survécut pas. Son légataire présomptif, Abdelkader Merbah, le récupéra, sous une autre appellation – le Rassemblement patriotique républicain (RPR) – qui ne franchira pas les frontières des partis de l'allégeance périphérique.

b) L'ALLIANCE NATIONALE RÉPUBLICAINE

Les mêmes interrogations suscitées par la reconversion de Kasdi Merbah en chef de parti accueillirent l'entrée – en 1995 – dans l'arène partisane de l'autre négociateur d'Evian, Rédha Malek. Que venait faire dans cette galère l'ancien ambassadeur de l'Algérie auprès des capitales des grandes puissances, le président du Conseil consultatif, le membre du HCE, le ministre des Affaires étrangères et chef de gouvernement du président Liamine Zeroual ?

Il n'avait, en principe, plus rien à ajouter à son palmarès. Essayiste et mémorialiste avec *L'Empreinte des jours, Tradition et Révolution et L'Algérie à Evian : Histoire des négociations secrètes 1956-1962* ce bougiote d'ascendance, né à Batna, le 31 décembre 1931, licencié en philosophie et en lettres, était plus répertorié dans les catégories de l'Histoire, de la pensée et

de repentance. Ces mœurs politiques, d'un autre âge, étaient, en effet, appelées, obligatoirement, à disparaître alors que l'Algérie négociait le virage difficile qui devait la conduire à vivre sous le régime d'un Etat fondé sur le respect des libertés et le droit des citoyens – quels que soient leur statut et leur rang – à se voir protégés contre tout sévices, abus et coercition commis ou couvert par les autorités détentrices de la violence organisée.

L'instauration de ce nouvel ordre eut pour effet de voir d'anciens responsables d'Etat, non plus astreints à la solitude d'une résidence surveillée où il était interdit à quiconque de les approcher, mais autorisés – s'ils en faisaient la demande dans les conditions prévues par les nouvelles lois – à créer des partis politiques actifs, non pas, forcément, sous le parapluie protecteur du pouvoir mais sous l'enseigne déclarée de l'opposition, un précédent qui civilisa des pratiques connues pour être étalonnées à l'aune des lettres de cachets des monarques absolus.

La porte ouverte aux opposants internes du régime pour faire connaître et défendre leur différence ne fut pas – on s'en serait bien douté – exempte d'obstructions, dès lors que le droit de lancer des formations politiques fut reconnu, sans difficulté, à certains, quand il était refusé à d'autres, sous des motifs non explicités clairement. Le premier train de partis, candidats à l'agrément, comporta le Mouvement algérien pour la justice et le développement (MAJD), l'Alliance nationale républicaine (ANR), Wafa, le Front démocratique et Talaïa El-Houriyah.

Dans le second, prirent place Ahd 54, le Front national algérien, le Front El-Moustaqbal et El-Fadjr El-Djadid, agréés à des périodes différentes.

a) LE MOUVEMENT ALGÉRIEN POUR LA JUSTICE ET LE DÉVELOPPEMENT

Le scénario de politique-fiction le plus fantasque n'aurait, jamais, osé envisager qu'un tout puissant chef des services de renseignements pouvait, un jour, formuler, une fois démis de ses fonctions militaires et civiles, l'idée de monter un parti politique dont l'objectif inscrit dans ses statuts était de «militer pour la construction d'un Etat démocratique».

Pour aussi extravagant que cela aurait pu en avoir l'air, ce scénario a bel et bien été écrit, le 5 novembre 1990, par Kasdi Merbah – de son vrai nom Abdallah Khalef – né en 1936, à Fès, au Maroc, lorsqu'il fit déposer au ministère de l'Intérieur, par Me Moulay et Rafik Bensaci, la demande d'agrément du parti Majd.

A analyser son mobile apparent, cet acte traduirait – dans une logique proche de celle adoptée, en 1985, par Ahmed Ben Bella, en fondant le MDA – la mutation d'un homme qui aurait décidé, dans un examen de conscience lucide, de rompre – forcé, il faut bien le dire – avec son passé opaque et de s'adapter, en légaliste qu'il devint, aux règles du jeu induites par la nouvelle Constitution et aussi par les purges opérées au sein de la hiérarchie militaire de l'époque.

Lorsqu'on le rapporte à son contexte, le recours à ce choix extrême et inattendu pourrait, également, s'expliquer par la volonté de l'homme de manifester, par un geste fort, son opposition à la décision du président Chadli Bendjedid

aptitude à incarner l'héritage de la Révolution et dénoncé les déviances politiques et éthiques que ses appareils bureaucratiques lui avaient fait subir, en trente années de pouvoir délégué.

Ces dirigeants avaient réclamé qu'il soit disqualifié, déchu de son sigle et restitué au peuple parce qu'il avait échoué à donner corps au projet national dans le respect de l'esprit et de la lettre de la proclamation du 1^{er} Novembre 1954.

Exprimée, dans un premier temps, par des canaux non structurés, se bornant à protester contre «sa corruption vénale et politique et sa caporalisation par des castes usurpatrices», ce mouvement dont certains éléments proposèrent le retour au PPA de 1937 – idée rejetée par les autorités pour sa connotation messaliste – se saisit de l'entrée en vigueur de la Constitution de 1989, pour créer des partis censés pouvoir – selon eux – rentrer en possession de l'identité perdue du FLN et renouer avec le courant nationaliste authentique, dans une actualisation adaptée à la perspective démocratique décidée par l'Etat. Ils furent, d'ailleurs, implicitement, encouragés à abonder, dans ce sens, par l'aile réformatrice du pouvoir qui ne prévoyait pour le FLN, dans ses projections institutionnelles, qu'un rang normalisé.

Deux groupes de partis firent, ainsi, leur apparition en se définissant comme les éléments constitutifs d'une mouvance qu'on pourrait qualifier d'hétérodoxe.

Le premier rassembla les formations emmenées par d'anciens chefs de gouvernement écartés des postes qu'ils occupèrent dans les exécutifs ou au sein des hautes instances de l'ex-parti unique.

Le deuxième se composa de celles initiées par des militants d'associations d'enfants de chouhada et de syndicats estudiantins, anciennement proches du FLN.

1- LES PARTIS HÉTÉRODOXES DES ANCIENS DIRIGEANTS DE L'ETAT ET DU FLN

Le pouvoir d'Etat, en Algérie, a, toujours, été d'une extrême complexité, se composant, se décomposant et se recomposant, en fonction des rapports de force, dans le secret absolu de ce que M'hammed Yazid, ancien ministre de l'Information du GPRA et ancien directeur général de l'Institut national d'études stratégiques (Inesg) avait appelé «le cabinet noir».

Les conflits internes, qui débordent, rarement, de ce cercle hyper-hermétique, parce que ses protagonistes détestent, par-dessus tout, les déballages publics, sont, en général, réglés soit par le déstagement du groupe des vaincus, dans les cas «délictueux», gérables, sans effusion de sang, soit par l'élimination physique, dans les cas estimés attentatoires à la sécurité et aux intérêts vitaux du groupe des vainqueurs.

L'éjection du groupe rival de sa position dominante est, systématiquement, suivie, après l'élimination de ses chefs, par la dispersion des rescapés sur d'autres clans et sous-clans où ils sont réduits à l'impuissance de développer la moindre nuisance.

Mohamed Harbi, acteur et observateur des affrontements qui avaient déchiré le mouvement révolutionnaire algérien pré et post-indépendance, a isolé et identifié ce gène caractéristique de l'exercice de l'autorité de l'ombre en Algérie et l'a théorisé dans son essai : «Le FLN : mythes